

NOVEMBRE/DÉCEMBRE 2024

# la lettre % d'attac

AGIR POUR LA JUSTICE SOCIALE,  
FISCALE ET ÉCOLOGIQUE

COMITÉ LOCAL PARIS 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup>

## MUSK, BOLLORÉ, MÊME COMBAT !

**V**ue de France, l'élection de Donald Trump paraît difficilement compréhensible : QUI mais QUI a bien pu voter pour un homme outrancier dans chacun de ses propos, reconnu coupable d'avoir menti, triché, fomenté un coup d'État contre son propre pays et, *last but not least*, condamné pour agressions sexuelles ? Les États-Unis qui, comme la plupart des pays – dont la France – vivent sous une économie soumise à la finance, connaissent depuis des années une inflation et une baisse du pouvoir d'achat colossales. Trump a su exploiter ce contexte inflationniste en s'appuyant sur ses puissants réseaux. Il a en effet bénéficié d'un soutien massif des médias racistes et masculinistes (youtubeurs et podcasteurs), ainsi que d'influents chaînes de télévision, comme Fox News. Au premier rang de ces réseaux, celui du redoutable Elon Musk, X (ex-Twitter), qui a diffusé sa propagande nauséabonde auprès de 600 millions d'utilisateurs. En quoi sommes-nous concernés par cette élection en France ? En ceci qu'on y observe des dynamiques similaires ! Des inégalités de richesse de plus en plus fortes d'une part, et une progression des médias racistes et masculinistes de l'autre.

Non seulement la fachosphère développe sa rhétorique décomplexée sur nos réseaux sociaux, mais notre petit gourou médiatique maison, Vincent Bolloré – un Elon Musk aux petits pieds – met peu à peu sa puissance médiatique (*JDD*, *Paris-Match*, Hachette, C8, CNews, Europe 1...) au service de l'extrême-droite. Ne vient-il pas d'éditer à 155 000 exemplaires l'autobiographie pré-présidentielle de Jordan Bardella, dont il a assuré la promotion par une campagne massive d'affichage et d'innombrables interviews ? Mais la pieuvre lance ses tentacules toujours plus loin. La première école de journalisme de France, créée en 1899, vient d'être rachetée par l'oligarchie financière, à savoir Vincent Bolloré, Bernard Arnault et la famille Dassault, entre autres. Certes, mieux vaut biberonner les journalistes plutôt que d'avoir à les redresser une fois embauchés.

Si nous refusons l'idée d'une accession de l'extrême-droite au pouvoir en France, il faut soutenir les médias indépendants, organiser une riposte médiatique féministe antiraciste, proposer des mesures politiques contre les inégalités sociales et quitter ce réseau nauséabond qu'est X (Twitter).

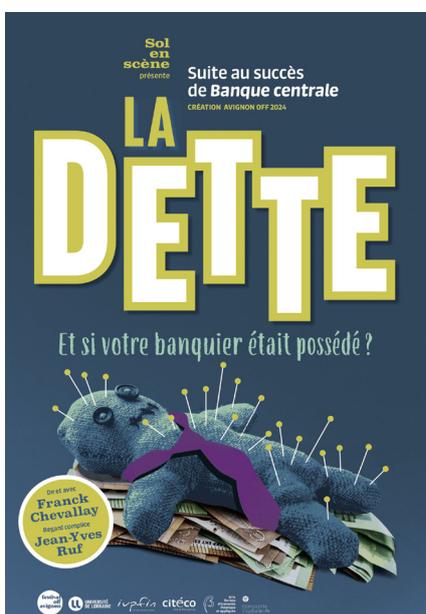
## SEUL EN SCÈNE « LA DETTE » un spectacle de et par Franck Chevally

**mercredi 4 décembre à 19 h**

**Centre d'animation de la Place des Fêtes**  
2-4 rue des Lilas, 75019 Paris (métro: Place des Fêtes)

ENTRÉE  
LIBRE

Mise en scène: Jean-Yves Ruf - Création lumières: Virginie Watrinet



Après « Banque centrale », qui racontait l'histoire de la monnaie et des banques, la compagnie Sol en Scène présente sa nouvelle création qui aborde, toujours sur le registre du conte et de l'humour, le thème de la dette.

Un banquier d'affaires vit un étrange phénomène : il est visité par des esprits à la manière d'un sorcier habité par l'esprit de la forêt. Il est tourmenté depuis le jour où, après avoir fait signer au président d'un petit pays un prêt aux taux d'intérêts particulièrement élevés, des esprits le poursuivent pour lui raconter l'histoire de la dette et ses enjeux actuels.

Ce spectacle est une commande de l'Université de Lorraine. L'écriture a été accompagnée par les enseignants chercheurs Cécile Dubois, Clément Mathonnat, Yamina Tadjeddine Fourneyron, Sophie Berreau et Ariane Tichit, du laboratoire BETA (Université d'Auvergne).

## VOIR, LIRE, ÉCOUTER, PARTICIPER

**La Coordination contre la répression et les violences policières Paris-IDF** organise une réunion, **tous les mardis, de 18 h 30 à 21 h**, à la Bourse du travail, 3 rue du Château d'Eau, Paris 10<sup>e</sup>, pour renforcer les solidarités et les soutiens dans les quartiers et les manifs.

**Les Gilets jaunes de Belleville et Paris-sud** invitent à une rencontre, **mercredi 4 décembre, à 19 h**, au café Le Royal Est, 129 rue du Faubourg St Martin, Paris 10<sup>e</sup>.

**Neuf organisations syndicales et associations de retraités** appellent à une **journée nationale d'actions et de manifestations, mardi 3 décembre**, pour la revalorisation des pensions au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**La Coordination des comités locaux Attac Île-de-France**, organise une table ronde intitulée : **Pour des services publics de qualité, contre les politiques d'austérité, jeudi 12 décembre, à partir de 18 h 30**, Espace Robespierre, 2 rue Robespierre, Ivry-sur-Seine, métro Mairie d'Ivry.

## QUI SOMMES-NOUS ?

Association d'éducation populaire par l'action et la réflexion créée il y a 25 ans, Attac lutte contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques.

## NOUS CONTACTER

Site Attac France : [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)  
Comité local Paris 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> : [attacparis20@attac.org](mailto:attacparis20@attac.org) ou 18 rue Ramus, Paris 20<sup>e</sup>  
Informations, réflexions, campagnes : <https://www.attac-paris19-20.org/>

# LA TRAGI-COMÉDIE DE L'AUSTÉRITÉ

La séquence du vote du Projet de loi de finance que les parlementaires nous ont donné à voir ressemble beaucoup à d'autres: nouveau Premier Ministre, nouveau gouvernement, indignation sur la « dérive » financière de la France... Un tel comique de répétition donnerait presque à rire. Presque... Car, cette fois, la potion s'annonce particulièrement indigeste.

Les macronistes appellent à l'austérité, à la responsabilité face à une situation qu'ils ont créée. En écho, ces dernières semaines, les mêmes économistes orthodoxes se sont répandus sur les ondes et dans la presse, les mêmes analystes ont poussé à dégraisser le mammoth étatique, les « experts » ont débusqué les milliards cachés.

Revenons à 2017 : un ministre-banquier est élu sur la foi qu'il rendra l'État « efficace », que ses politiques seront inspirées de la « science » et évaluées par elle. Il incarne alors le prototype du parfait petit gestionnaire. Sept ans après, ceux qui y croyaient déchantent, les autres rient jaune. Ce qui n'empêche pas le nouveau Premier Ministre, Michel Barnier, de promettre que l'État sera toujours plus efficient dans sa dépense avec une cure d'amaigrissement de 40 milliards d'euros. Gageons que les infirmiers et infirmières, qui ont lutté contre la dernière pandémie, seront heureux de savoir qu'ils ne devront cesser d'être toujours plus productifs, de faire toujours plus avec moins, tout en voyant le gouvernement leur cracher au visage et augmenter les jours de carence.

Aujourd'hui comme hier, c'est le ministre délégué des comptes publics – macroniste historique – Laurent Saint-Martin, qui annonce un déficit de 6 % sur l'année 2024, le double de l'objectif européen de 3 %, comme si ses collègues de banc des dernières années n'y étaient pour rien.

## Des cadeaux... et rien en retour

La séquence actuelle s'annonce particulièrement indigeste. La fin des années 2010 – qui ont vu la politique monétaire la plus accommodante avec des taux directeurs négatifs – et le début des années 2020 – avec la crise de la Covid et le « *quoi qu'il en coûte* » – avaient presque donné le sentiment que l'austérité n'était plus en vogue. C'était mal connaître la plasticité du néolibéralisme et de ses sbires.

Regardons de plus près les responsabilités qui incombent à nos dirigeants et qu'il est juste de pointer : les dernières années ont vu les cadeaux aux riches et aux grandes entreprises se multiplier, sans aucune efficacité visible. Le Crédit impôt recherche (CIR) – 7 milliards d'euros annuels – a été jugé inefficace par France Stratégie (un organisme autonome placé auprès du Premier Ministre) sur les grandes entreprises, qui concentrent l'essentiel de la dotation, au détriment de nos petites et moyennes entreprises. Les cadres bénéficient de 7 autres milliards d'exonérations sociales, sans effet sur leur emploi. Les cadeaux fiscaux sur le capital (suppression de la taxation du patrimoine financier, prélèvement forfaitaire unique sur les dividendes, baisse du taux de taxation sur les sociétés) ont eu des effets anecdotiques sur l'investissement.

## Les coûts cachés des restrictions

Pourtant, un Impôt sur la fortune (ISF) repensé pourrait rapporter 15 milliards d'euros. De même, en incluant à nouveau les revenus du capital dans l'impôt sur le revenu – ce qui n'est plus le cas –, l'État s'enrichirait de 5 milliards. De nombreuses autres solutions existent sans peser sur les ménages moyens et précaires : Attac n'est plus la seule à proposer une taxation sur les transactions financières, soit une rentrée de 6 milliards d'euros, et le Conseil d'analyse économique préconise une réforme de l'impôt sur les successions permettant d'obtenir 9 milliards.

À ce propos, rappelons, à la suite de Thomas Piketty, qu'au cours de sa vie, un Français sur deux hérite de moins de 70 000 euros. La moitié au moins de nos compatriotes ne seraient donc pas concernés par une telle réforme. Après tout, cet argent récupéré sur l'héritage des plus riches ne leur est-il pas dû : l'accumulation extrême du capital est imputable au tour-



nant néolibéral des années 70 et 80. Et ce retour en force du capital a eu pour conséquence la délocalisation, la paupérisation et la destruction des services publics que nous subissons.

Ces quelques propositions sont loin d'être radicales, quoi qu'en disent la droite dure macroniste et le gouvernement, qui voient en elles l'équivalent du choléra, voire pire... Elles ne sont qu'un rétablissement de la progressivité de l'impôt, mise à mal depuis cinquante ans, de son rôle redistributif au travers des services publics. Le programme du Nouveau Front Populaire (NFP) se nourrit d'une telle perspective.

Aujourd'hui, il faut regarder en face les effets futurs de l'austérité : l'Europe est déjà dans le marasme économique, des coupes telles qu'annoncées par le gouvernement Barnier auront forcément un effet récessif et la Banque centrale européenne (BCE) ne sera plus là pour porter à bout de bras le régime néolibéral. Et surtout, la dégradation des services publics a des coûts cachés et délibérément tus : sous un régime d'austérité, les suicides se multiplient, tandis que les systèmes de santé se fragilisent et que les infrastructures se détériorent. La tragédie des quarante-trois victimes de l'effondrement du pont Morandi à Gênes en 2018 en est un triste rappel.

Hélas, les mauvaises habitudes de la V<sup>e</sup> République ont la vie dure ! Le gouvernement Barnier a joué la montre : malgré l'énorme travail d'amendements des forces de gauche, qui ont proposé 75 milliards de recettes fiscales prélevés sur les plus riches, la loi a été transmise dans sa version initiale au Sénat, bras législatif de la droite, qui lèvera à peine un sourcil sur ces propositions. Mais il arrive que le peuple se lasse, et nous en faisons partie. ■